

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 7 septembre 2016

Direction de l'instruction publique

27 2015.RRGR.1126 Motion 293-2015 Vogt (Oberdiessbach, PLR) Demi-journées libres pour les élèves de gymnase et d'école de culture générale Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention:	293-2015
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	18.11.2015
Déposée par:	Vogt (Oberdiessbach, PLR) (porte-parole) Amstutz (Schwanden-Sigriswil, UDC)
Cosignataires:	5
N° d'ACE:	496/2016 du 4 mai 2016
Direction:	INS

Demi-journées libres pour les élèves de gymnase et d'école de culture générale

Le Conseil-exécutif est chargé de supprimer les demi-journées libres (art. 133 de l'ordonnance de Direction sur les écoles moyennes, ODEM) accordées aux élèves de gymnase et d'école de culture générale.

Développement :

Ce qui est naturel pour l'apprentissage devrait l'être aussi pour le gymnase et l'école de culture générale. Si l'apprenti ou l'apprentie manque un jour de travail dans l'entreprise, il ou elle doit avoir une bonne raison qui puisse convaincre sa hiérarchie. On accorde ainsi une grande importance aux besoins de l'entreprise d'apprentissage. On devrait adopter la même attitude à l'égard des enseignants et des enseignantes ainsi que des directeurs et des directrices de gymnase et d'école de culture générale. Le canton, qui finance intégralement cette formation, est en droit de demander une présence assidue de la part des élèves. Sans compter que c'est un bon exercice pour les élèves de se confronter aux raisons susceptibles de justifier une demande de dispense. Actuellement, il arrive souvent que des élèves se rendent en groupe à une manifestation et manquent ainsi l'école.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Les auteurs de la motion souhaitent que les élèves des écoles moyennes, c'est-à-dire des gymnases et des écoles de culture générale, n'aient à l'avenir plus la possibilité de prendre cinq demi-journées de congé sans justification. Pour motiver leur demande, ils font référence à la formation professionnelle, domaine dans lequel une telle réglementation n'est pas prévue.

Les cinq demi-journées de congé ont été introduites dans les établissements de la scolarité obligatoire et les écoles moyennes dans les années 1990. L'objectif était de décharger les services scolaires compétents pour l'octroi des congés de courte durée et d'instaurer des procédures simplifiées. En ce qui concerne les écoles moyennes, on a veillé à ce que les dispositions valables pour l'école obligatoire en matière d'absences et de dispenses s'appliquent aussi à la Quarta, qui fait toujours partie de la scolarité obligatoire. Un changement en la matière impliquerait que les élèves des établissements de la scolarité obligatoire et de la Quarta pourraient toujours prendre cinq demi-journées de congé à leur guise, alors que leurs camarades des années supérieures ne disposeraient plus d'une telle possibilité.

Il faut aussi tenir compte du fait que plus les élèves sont âgés, plus ils doivent assumer de responsabilités quant à leur apprentissage en vue d'études en haute école. De telles études requièrent en effet de grandes compétences en matière d'apprentissage autonome. Les cinq demi-journées de congé peuvent contribuer à l'acquisition de ces compétences. Au vu de la situation dans les hautes écoles, où les étudiants et étudiantes doivent être présents à certaines manifestations, la possibilité de prendre des demi-journées de congé a toutefois été limitée dans les écoles moyennes, au contraire des établissements de la scolarité obligatoire. Les élèves ne peuvent donc pas prendre congé les jours pour lesquels des contrôles ont été annoncés ou lors desquels une manifestation spéciale a lieu (p. ex. excursion).

Rien n'a changé en ce qui concerne les raisons pour lesquelles les demi-journées de congé ont été introduites dans les établissements de la scolarité obligatoire et les écoles moyennes. La comparaison faite par les motionnaires avec la formation professionnelle doit être relativisée. Les jours où ils travaillent en entreprise, les apprentis et apprenties ont la possibilité de prendre congé en accord avec leur entreprise et ne sont donc pas entièrement liés aux vacances scolaires s'agissant des congés de courte durée. Par ailleurs, octroyer des demi-journées de congé aux apprentis et apprenties pourrait compromettre la réussite de certains d'entre eux, au vu du temps limité dévolu à l'enseignement en école professionnelle.

En l'état actuel des connaissances, le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a aucune raison de supprimer les cinq demi-journées de congé dans les écoles moyennes. La Direction de l'instruction publique est toutefois prête à examiner la réglementation actuelle en collaboration avec les écoles moyennes. S'il s'avérait nécessaire de procéder à des changements, les modifications correspondantes pourraient être introduites dans l'ordonnance de Direction sur les écoles moyennes en même temps que celles concernant la mise en place de la solution Quarta.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Da es sich hier um eine Richtlinienemotion handelt, führen wir eine reduzierte Debatte.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Was in einer Berufslehre selbstverständlich ist, wo die Lernenden es begründen müssen, wenn sie einen freien Halbtage beziehen wollen, müsste ebenfalls für Gymnasien und Fachmittelschulen gelten. Schliesslich finanziert der Kanton diese Ausbildungen voll und verlangt einen lückenlosen Schulbesuch. Was für die Volksschule Sinn macht, wo die Eltern bestimmen, wann die Kinder sinnvollerweise einen freien Halbtage beziehen, ist bei den weiteren Ausbildungen anders. Die Jugendlichen bestimmen selber und üben dieses Recht auch aus, allerdings leider oft nicht sinnvoll. Es ist nicht sinnvoll, wenn man den Jugendlichen eine teure Ausbildung ermöglicht, von der sie sich selber dispensieren können. Die Regierung empfiehlt Annahme als Postulat und schreibt gleichzeitig, für die Aufhebung des Bezugs der fünf freien Halbtage bestehe kein Grund. Dazu muss ich ein paar Fragezeichen machen. Weiter schreibt die Regierung, dass ein Vergleich mit der Berufsbildung nicht möglich sei und dass die Selbstverantwortung gestärkt werden müsse. Das ist jedoch aus meiner Sicht eine falsche Behauptung. Mit mir sind auch Lehrerinnen und Lehrer, Schulleiter und Rektoren der Meinung, diese Halbtage müssten abgeschafft werden. In diesem Sinn bitte ich Sie, diese Motion zu unterstützen.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Gymnasiasten und Fachmittelschüler sollen die gleichen Bedingungen haben wie die Berufsschüler. Die Schülerinnen und Schüler sollen keinen Vorteil haben, wenn sie ins Gymnasium gehen statt eine Berufslehre zu machen. Diese Betriebe können auch nicht einfach einen Blankoscheck ausstellen, mit dem die Lernenden während fünf Halbtagen ohne Begründung fehlen können. Im Sinne der Gleichbehandlung von Berufsschule, Gymnasium und Fachmittelschule bitte ich Sie, diese Motion zu unterstützen.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Die Motionäre wollen die fünf freien Halbtage an Gymnasien und Fachmittelschulen abschaffen. Diese Regelung wurde in den Neunzigerjahren eingeführt, um die Klassenlehrer und die Schulleitung von einem grossen Aufwand zu entlasten, nämlich von all den Prüfungen der Gesuche für Dispensation. Aber auch, und das ist ein weiterer Punkt, um den Schülerinnen und Schülern Selbstverantwortung zu übergeben. Diese Halbtage können sie nicht einfach frei nehmen, vielmehr sind sie verpflichtet, den Schulstoff aufzuarbeiten. Aus diesem Grund

ist die Regelung mit diesen Halbtagen ein Erfolgsmodell. Während des Schuljahres wird von diesen Halbtagen nur moderat Gebrauch gemacht. Sie müssen sich nämlich vorher anmelden, und die Halbtage dürfen nicht bezogen werden, wenn ein Test ansteht. Die Lehrpersonen müssen so in jedem Fall abwägen, ob der Grund für eine Dispensation genügt. Unschön an der heutigen Regelung ist der folgende Umstand: Am Ende des Semesters, wenn die Noten gemacht sind, haben verschiedene Schülerinnen und Schüler das Gefühl, sie müssten jetzt noch die ihnen zustehenden Halbtage aufbrauchen. Dann kommt es vor, dass die Klassenstände sehr gelichtet sind. Man könnte allerdings auch dieser Situation etwas Gutes abgewinnen und sagen, dass diejenigen Schüler, die anwesend sind, eine individuellere Betreuung haben. Wenn man das aber nicht will, muss man nicht die Halbtage abschaffen, sondern man muss festlegen, dass zum Beispiel 14 Tage vor Ende des Semesters die Halbtage nicht mehr bezogen werden dürfen. Das kann der Regierungsrat mit den Gymnasien regeln. Dazu braucht es keine Motion und kein Postulat zur Abschaffung der freien Halbtage. Wir lehnen diese Motion und auch ein Postulat ab.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Die Idee wäre gut: Schlankere Abläufe bei den Bewilligungen der Gesuche um Dispensation. Fünf Halbtage selber zu bestimmen wäre auch im Hinblick auf ein Hochschulstudium, wo man sich die Zeit ja ganz selber einteilen muss, sinnvoll. Andererseits beklagen die Gymnasiallehrer die Umsetzung. Viele Schüler lassen sich für Familienanlässe und für Arztbesuche dispensieren, und wenn am Schluss noch freie Halbtage übrig sind, beziehen sie diese am Ende des Schuljahrs, sodass die Klassen nur noch sehr klein sind. Oder sie machen es umgekehrt: Sie schlafen nach einem Anlass aus und brauchen die fünf Halbtage auf, und dann bekommen sie bei triftigen Gründen einen Dispens, den man ja dann doch geben muss. Die SVP ist mehrheitlich gegen eine Motion, denn wir möchten eigentlich, dass die Schülerinnen und Schüler das lernen. Aber es besteht ein Handlungsbedarf. Für ein Postulat kann sich eine knappe Mehrheit aussprechen.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Die Grünen lehnen den vorliegenden Vorstoss grossmehrheitlich ab, und zwar sowohl als Motion wie auch als Postulat. Gymnasium und FMS kann man nicht mit einer Berufslehre vergleichen. Lernende sind wichtig für die Betriebe, sie befinden sich in einem Anstellungsverhältnis, sie bekommen Lohn und können einem Betrieb nicht ohne triftigen Grund fernbleiben. Das Umfeld eines Jugendlichen, der in Vollzeit das Gymnasium oder die FMS besucht, sieht völlig anders aus. Mit der Einführung der Halbtage schuf man ein Modell, mit dem Schülerinnen und Schüler unkompliziert dem Unterricht fernbleiben können. Sie sollen lernen, mit dieser Freiheit umzugehen. Auch die Lehrpersonen sollten flexibel genug sein, um darauf reagieren zu können, wenn auf einmal mehrere Schülerinnen und Schüler fehlen. Würden die Halbtage abgeschafft, müssten die Schülerinnen und Schüler ein Gesuch einreichen, wenn sie fehlen möchten. Das wiederum würde für Rektorinnen und Rektoren eine mühsame Bürokratie mit sich bringen. Das wäre ein deutlicher Schritt rückwärts. Wir bitten Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Bei uns zu Hause hörte man bisweilen, wenn zwei von drei Kindern den Gymer besuchten: «Ich habe noch zwei Halbtage zu gut, wann soll ich diese wohl nehmen, Vater?». Ich hätte sie also beraten sollen, wann sie ihr Guthaben beziehen sollen. Ich habe dann jeweils gesagt, sie hätten sich entschieden, den Gymer zu besuchen, und hätten somit gefälligst auch die Pflicht, in die Schule zu gehen. Der Staat bezahlt schliesslich ihre Ausbildung. Und wie bereits gesagt wurde: In den Unternehmungen würde es niemandem in den Sinn kommen, irgendwelche Blankoschecks zu verteilen. Das sollte man wirklich prüfen, denn es ist wirklich überhaupt nicht nötig. Es kommt noch etwas hinzu: Es sind Schülerinnen und Schüler betroffen, die über relativ viel schulfreie Zeit verfügen. Sie haben also die Möglichkeit, relativ viele freie Tage zu beziehen. Sabina, ich glaube nicht, dass sie diese Tage brauchen um auszuschlafen, aber vielleicht für den Besuch eines Events. Gesuche kann man immer stellen, die Administration für das Stellen eines Gesuches ist nicht sehr hoch. Bei uns am Bildungszentrum Emmen läuft das ganz schlank. Aber, der Betrieb muss einverstanden sein, denn er ist es, der grundsätzlich zustimmt oder ablehnt. Warum soll in der FMS und im Gymer ab Tertia nicht dasselbe gelten? Sie haben ihre Schule gewählt, das sind die Konsequenzen und es geht um Selbstverantwortung. Die glp ist bereit, diesen Vorstoss auch als Motion anzunehmen. Selbstverständlich nehmen wir das Postulat einstimmig an.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Mit dieser Motion wird ein Problem aufgeworfen, das gar keines ist, oder anders gesagt: Wir haben für jede Lösung ein Problem. Es ist nicht nötig hier eine Änderung vorzunehmen. An den Gymnasien haben wir es mit erwachsenen Personen zu tun, die auch

Selbstverantwortung übernehmen sollen, die wissen, oder zumindest sollten sie wissen, wofür sie das Gymnasium absolvieren und welches Ziel sie verfolgen. Und wenn sie schwänzen und den Schulstoff nicht aufarbeiten, folgt irgendwann einmal am Ende des Jahres bei den Noten die Quittung. Ein grosser Teil der Gymnasiasten will ja dann die Universität besuchen. Dort sagt ihnen dann niemand mehr, ob sie die Vorlesungen besuchen müssen oder nicht. Dort wird dann einfach Ende Jahr oder Ende Semester abgerechnet, und das ist eine Vorbereitung auf das spätere Leben. Wir können dieser Motion nicht viel abgewinnen. Würde sie in ein Postulat gewandelt, wären wir allenfalls bereit, zuzustimmen.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Das Abschaffen der freien Halbtage wäre keine gute Sache. Die Schülerinnen und Schüler müssten begründete Gesuche stellen, wenn sie einen freien Halbtage beziehen möchten. Es ist aber sehr schwierig, solche Gesuche zu prüfen und würde zu einem nicht unerheblichen Aufwand für die Schulen führen. Was ist denn der richtige Grund? Wie nimmt man die Gewichtung vor, welchen Massstab legt man an? Zusätzlich würde man vielleicht Schülerinnen und Schüler, die nicht den richtigen Grund angeben, dazu verleiten, einen Krankheitstag zu beziehen. Der Vergleich mit der Berufsbildung hinkt. Dort beschränkt sich ja die Schule auf einen oder anderthalb Tage. Und die Regelung, wie sie während der Lehre frei nehmen können, lässt sich mit dem Betrieb, wo sie arbeiten, einrichten. Sie müssen nämlich keinen Grund angeben, sie können einfach einen Ferientag eingeben. Mit der Abschaffung der freien Halbtage würden wir neue Probleme schaffen. Eine Verbesserung würden wir eher darin sehen, wenn die Schulen zum Bezug dieser freien Halbtage klarere und engere Eingrenzungen machen würden. Wenn sie also zum Beispiel festlegen würden, dass es nicht möglich ist, eine Woche vor Schulschluss einen freien Halbtage zu beziehen.

Der Regierungsrat zeigt sich in seiner Antwort bereit, den Vorstoss als Postulat anzunehmen, die heutige Regelung also zu überdenken. Die EVP hat sich teilweise dieser Meinung angeschlossen, aber als Motion können wir diesen Vorstoss nicht unterstützen.

Stefan Oester, Belp (UDF). Es liegt eine Motion vor, welche die Welt wohl nicht gleich zusammenbrechen lässt. Auf der anderen Seite sehen wir die verschiedenen Meinungen: Auf der einen Seite von Personen, die im gymnasialen Betrieb tätig sind, und auf der anderen Seite die Unternehmer, die Lehrmeister. Ich spreche hier schon eher für die Lehrmeister. Es wurde vorhin gesagt, man könne ja einen Ferientag eingeben, wenn man sich in der Lehre befindet. Die Gymnasiasten haben aber 17 Wochen Ferien. Also, was soll denn das, sie können ja in dieser Zeit Ferien machen. Wenn wir schon mit gleichem Ellen messen wollen, muss diese Motion unterstützt werden. Wenn in meinem Betrieb jemand frei nehmen will, kann er das tun, aber er muss einen Ferientag dafür einsetzen und kann nicht einfach einen halben Tag zusätzlich nehmen. Das muss doch auch für Leute gelten, die eine weiterführende Schule besuchen.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die fünf freien Halbtage wurden in den Neunzigerjahren ins Volksschulgesetz eingefügt. Ziel war damals die Entlastung der Schulbehörden, der Schulleitungen von den Urlaubsgesuchen. Gleichzeitig wollte man die Selbstverantwortung der Schülerinnen und Schüler sowie der Familien stärken. Von daher handelte es sich eigentlich um eine liberale Idee. Diese Lösung kommt eigentlich sowohl bei den Eltern als auch bei den Schülern gut an und hat sich bewährt. Sie gilt bis und mit dem neunten Schuljahr. Also gilt sie auch in der Quarta. Das können wir nicht ändern, ausser wir ändern das Gesetz in Zusammenhang mit der Volksschulzeit, weil die Quarta noch zur Volksschulzeit gehört. Man könnte die fünf freien Halbtage im Gymnasium also erst ab der Tertia abschaffen. Zu diesem Zeitpunkt werden die SchülerInnen stärker in Richtung Hochschulstudium vorbereitet, sie sollten also noch selbstständiger werden. Und dann nimmt man ihnen diese Möglichkeit weg. Das ist eigentlich ein Rückschritt.

Auch der Vergleich mit der Berufsbildung hinkt. Das Gymnasium ist eine Vollzeitschule und hier sollten grundsätzlich die Regeln der Schulzeit gelten. Während der Berufsbildung befinden sie sich ein oder zwei Tage in einer Berufsfachschule und es ist logisch, dass man dort nicht einfach fünf freie Halbtage beziehen kann, wenn man in der Schule erfolgreich sein will. Und im Lehrbetrieb gelten ohnehin andere Regeln, also der Lehrvertrag. Allfällige Kurzurlaube wären dort im Rahmen des Betriebes und des Obligationenrechts zu bewilligen. Wir sehen also an sich keinen Grund, hier eine Veränderung vorzunehmen. Warum sind wir aber trotzdem bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen? Diese Frage hat ja Hans Rudolf Vogt gestellt und diesbezüglich besteht in

unserer Antwort ein Bruch. Wir wollen im Rahmen eines Postulats noch einmal prüfen, wie es mit den Erfahrungen der Rektoren der Gymnasien aussieht. Wir wollen prüfen, ob dort Änderungen beim Umfang und im Grundprinzip nötig sind. Und insbesondere auch, weil wir die entsprechende Verordnung wegen anderen Fragestellungen, die damit nichts zu tun haben, ohnehin anpassen. Wir könnten uns auch vorstellen, eine Begründungspflicht einzuführen. Deshalb ein Postulat. Die Schülerinnen und Schüler müssten also begründen, warum sie diesen Halbtage beziehen wollen und dieser würde dann auch im Zeugnis als entschuldigte Absenz aufgeführt. Diese Möglichkeit könnten wir uns vorstellen. Deshalb möchten wir den Vorstoss gerne als Postulat entgegennehmen und das Thema noch einmal mit den Rektorinnen und Rektoren der Gymnasien diskutieren.

Le président. Wurde der Vorstoss in ein Postulat gewandelt? – Das ist der Fall. Deshalb darf ich dir noch einmal das Wort geben.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich bedanke mich für die Voten. Ich habe von verschiedener Seite gehört, dass ein gewisser Handlungsbedarf besteht, und das aus verschiedenen Gründen. Ich bin bereit, den Vorstoss in ein Postulat zu wandeln und hoffe, dass er trotzdem eine gewisse Wirkung haben wird.

Le président. Der Vorstoss wurde also in ein Postulat gewandelt. Wir kommen zur Abstimmung. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 82

Non 58

Abstentions 2

Le président. Sie haben das Postulat angenommen.